

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
26 octobre 2000  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 19 octobre 2000, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Arménie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration publiée par le service de presse du Ministère des affaires étrangères du Haut-Karabakh (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Movses **Abelian**

[Original : russe]

**Annexe à la lettre datée du 19 octobre 2000, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du service de presse du Ministère des affaires étrangères de la République du Haut-Karabakh**

Le 9 octobre 2000, le Ministère des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan a diffusé une déclaration dans laquelle, à sa manière bien particulière et en utilisant un langage que l'on n'entend pas souvent dans les services s'occupant de politique extérieure, il formule contre la partie du Haut-Karabakh des accusations tardives et gratuites.

Cette fois, l'objet de préoccupation de l'Azerbaïdjan était le Mémorandum de coopération signé le 3 septembre 2000 par les Gouvernements de la République du Haut-Karabakh et de la République d'Arménie, ainsi que le projet de loi élaboré par le Conseil des ministres de la République du Haut-Karabakh, et présenté au Parlement, sur la restitution aux régions administratives de la République de leurs noms historiques. Le Ministère des affaires étrangères de la République du Haut-Karabakh estime que pareilles doléances constituent une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la République du Haut-Karabakh.

Le Ministère des affaires étrangères de la République du Haut-Karabakh croit bon de rappeler que, même à l'époque soviétique, les questions concernant la Division administrative et territoriale de la République du Haut-Karabakh relevaient de la seule compétence des autorités du Haut-Karabakh.

À l'heure actuelle, l'objectif primordial du Gouvernement de la République du Haut-Karabakh est de liquider les conséquences destructrices non encore surmontées de l'agression armée de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh et de créer les conditions d'une vie normale pour sa population. La détermination des formes et méthodes de coopération avec des entités officielles et non officielles de tel ou tel pays est la prérogative du pouvoir exécutif, qui prend sa fonction au sérieux.

Le Ministère des affaires étrangères de la République du Haut-Karabakh appelle l'attention de la communauté internationale et des instances intéressées sur le fait que les actes du Bakou officiel contredisent une fois de plus sa volonté affichée de rétablir la paix et la stabilité dans la région. Force est pour nous de qualifier d'ouvertement hostile la politique de l'Azerbaïdjan qui vise à enrayer le développement économique et social de la République du Haut-Karabakh.

De quelles conditions positives pour le règlement du conflit l'Azerbaïdjan peut-il bien parler, lui qui depuis si longtemps sabote le processus de négociation et rejette toutes les initiatives de paix et toutes les propositions de coopération économique, faisant par là même obstacle au rétablissement de la confiance entre les peuples entraînés dans le conflit?

Nous constatons à regret que, ces derniers temps, les autorités azerbaïdjanaises ont pris l'habitude de critiquer de façon injustifiée les États médiateurs et les organisations internationales. Quels objectifs, par exemple, le Bakou officiel vise-t-il en entravant consciemment l'action du Comité international de la Croix-Rouge et

d'autres missions de médiation qui aident les parties à résoudre des problèmes humanitaires tels que la recherche des personnes portées disparues et la libération des prisonniers de guerre?

Il est bien évident que cette « surenchère » des milieux officiels de la République d'Azerbaïdjan est liée à la conjoncture préélectorale, à laquelle est sacrifié le processus de paix. C'est bien cela qui sape la confiance dans l'Azerbaïdjan en tant que partenaire de négociation et s'oppose à la normalisation de la situation dans la région.

---